Le programme de livraison assurée, qui garantit que le courrier de la première classe mis à la poste en début de journée sera livré le jour suivant, inauguré à Toronto en 1971, a été mis en vigueur dans toutes les grandes villes du pays en 1972. A la fin de 1973, des codes avaient été attribués pour tout le pays et des machines à coder le courrier étaient en service au bureau de poste principal d'Ottawa. En janvier 1975, des machines de ce genre étaient en service dans six autres villes du Canada, soit Winnipeg, Regina, Saskatoon, Calgary, Edmonton et Toronto.

Au 31 mars 1974, 8,710 bureaux de poste étaient en service; la distribution par facteurs était assurée dans 261 agglomérations urbaines et 5,030 entrepreneurs privés livraient le courrier à 858,246 ménages ruraux et de banlieue. En 1974, 875 services urbains de transport du courrier entre bureaux de poste et succursales faisaient la levée des boîtes et livraient les colis, et 356 services auxiliaires effectuaient le transport du courrier entre les bureaux de poste, les gares, les quais et les aéroports. Le transport routier interurbain du courrier était assuré par 710 services principaux et 764 services de relais ou de regroupement fonctionnant en provenance ou en direction de centres moins importants. Même si les services routiers ont dans bien des cas remplacé les services ferroviaires pour le transport du courrier le chemin de fer demeure, sur de longues distances, le principal moyen de transport du courrier autre que de la première classe.

Les recettes et dépenses du ministère des Postes au cours de l'année terminée le 31 mars 1974 s'élevaient à \$591 millions et \$768.3 millions respectivement; les recettes brutes d'exploitation provenaient surtout de l'affranchissement: timbres-poste et papeterie affranchie, empreintes d'affranchisseuses et d'enregistreuses de port et autres opérations au comptant. Au cours de l'année, on a émis 41 millions de mandats d'une valeur totale de \$1,101 millions, dont \$1,064.7 millions étaient payables au Canada et \$36.8 millions dans d'autres pays. La valeur des mandats émis dans d'autres pays et payables au Canada était de

\$9.0 millions.

16.4 La presse

En 1974, le Canada comptait 116 quotidiens (éditions du matin et du soir comptées séparément). Leur tirage atteignait environ 4.9 millions d'exemplaires, dont 82% en anglais et 18% en français (tableau 16.8). Les enquêtes auprès des éditeurs révèlent que chaque journal

est lu par trois personnes en moyenne.

En 1973, les recettes publicitaires nettes des quotidiens se sont élevées à \$415.4 millions et les recettes des ventes à \$120.3 millions. Par comparaison, pour l'année 1972, 343 stations privées de radio avaient réalisé des recettes de publicité de \$142.3 millions et 56 stations privées de télévision des recettes de \$120.7 millions. En 1974, 15 quotidiens avaient un tirage de plus de 100,000 exemplaires, soit 58% du tirage total. Treize quotidiens, dont 11 au Québec, étaient publiès en langue française. Bien que les quotidiens qui couvrent les régions populeuses soient diffusés bien au-delà de leurs points de publication, les petites villes et les régions rurales sont également desservies par 825 hebdomadaires traitant de questions d'intérêt local et exerçant une influence considérable à ce níveau. En outre, 89 quotidiens ou hebdomadaires publiés en 27 langues étrangères, mais souvent émaillés d'articles en anglais, contribuent à l'enrichissement de la société canadienne.

Environ 36% des quotidiens du Canada sont indépendants ou appartiennent à des particuliers. Il existe trois chaînes importantes de journaux au Canada: Southam Press Ltd. (13 quotidiens), Thomson Newspapers Ltd. (34 quotidiens) et FP Publications Ltd. (neuf quotidiens) Les chaînes Southam et Thomson sont toutes deux des entreprises publiques dont les actions se vendent aux bourses canadiennes. La chaîne Thomson a concentre la publication de ses journaux dans les petites villes. La chaîne Southam représente environ 20% du tirage global

des quotidiens, Thomson 10% et FP environ 21%.

En plus de leur propre personnel et de leurs propres installations pour la chasse aux nouvelles, les journaux canadiens sont membres d'un certain nombre d'agences syndiquées et de services de renseignements par câble dont le plus important est la Presse Canadienne, agence coopérative administrée par les quotidiens canadiens auxquels elle appartient. Elle transmet à ses 110 membres des nouvelles mondiales et nationales, surtout par téléimprimeur et téléphoto; en outre, elle alimente en nouvelles des stations de radio et de télévision. La PC a son propre service de presse auquel chaque journal membre fournit les nouvelles locales importantes, qui sont transmises aux autres membres; les frais de ce service sont partagés entre les membres proportionnellement à leur tirage.